



JAU RÈS,

LES SOCIALISTES EUROPÉENS ET
LA QUESTION IMPÉRIALE

JEAN-NUMA DUCANGE

J A U R È S ,
LES SOCIALISTES EUROPÉENS ET
LA QUESTION IMPÉRIALE

JEAN-NUMA DUCANGE

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Introduction | 5 |
| « Périissent les empires » ? | 11 |
| Les empires coloniaux : avenir du socialisme ? | 25 |
| Le pari de la social-démocratie allemande : démocratiser l'empire ? | 35 |
| « Petite internationale » et Empire austro-hongrois : l'espoir déçu d'une rénovation | 45 |
| Histoire des empires, histoire mondiale socialiste en gestation ? | 57 |
| Conclusion : le legs des empires | 65 |

INTRODUCTION

De quoi « empire » est-il le nom pour un socialiste d'avant la Première Guerre mondiale ? Les réalités que le terme « empire » recouvre sont des plus complexes et, comme l'affirme la notice historique la plus récente sur la question « le mot empire n'a, paradoxalement, jamais été aussi scruté que depuis que la forme d'organisation étatique qu'il désigne a disparu [...] ». On relève que « empire et empereur sont indépendants ; les empires coloniaux n'ayant pas d'existence constitutionnelle, le gouvernant du pays dominant n'est pas empereur [...] », et les exemples pourraient être multipliés au regard de la complexité des situations géographique et historique¹. L'empire, *imperium*, c'est le pouvoir suprême, qui vient toujours d'en haut. Dans ce cadre, il est clair que le terme « empire » et plus encore celui d'« impérialisme » auquel il va devenir irrémédiablement lié dans le vocabulaire de gauche d'avant 1914 incarnent avant tout des figures négatives pour le socialisme international.

1. Monique Dondin-Payre, « Empire », dans Claude Gauvard et Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire de l'historien*, Paris, PUF, 2015, p. 218.

Les représentants du socialisme « mil neuf cent » (largement européens mais pas toujours nécessairement eurocentriques) se pensent comme, pour suivre le socialiste Jean Longuet, « l'Espoir du Monde » qui peut comme Charles Quint, dire – beaucoup plus exactement – “que le soleil ne se couche pas sur son empire” »².

Voilà bien une des rares citations où l'on pourra trouver une analogie positive avec un empire chez un socialiste ! Théoriquement le monde fraternel et internationaliste auquel les socialistes aspirent constitue une utopie d'où auraient disparu les empires et les oppressions multiples (politiques, économiques et ethniques) auxquels ils sont associés. L'idée impériale demeure toujours blâmable et condamnable. En 1887 le social-démocrate allemand Karl Kautsky, dont l'autorité est alors immense dans toute l'Europe, rêve d'une « union des nations de la civilisation moderne en un seul territoire économique » et « du renversement des barrières nationales »³.

Néanmoins, face à de multiples réalités, de conquêtes partielles en défaites provisoires, les positions

2. Jean Longuet dans Compère Morel (dir.), *Encyclopédie socialiste syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière. Le mouvement socialiste international*, Paris, Aristide Quillet, 1913, pp. 8-9.

3. Karl Kautsky, « Die moderne Nationalität », *Die Neue Zeit*, 1887 cité dans Georges Haupt, Michaël Löwy, Claudie Weill (dir.), *Les marxistes et la question nationale*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 122.

socialistes ont été changeantes et variées selon les contextes et les lieux. Certes, en 1912, Compère-Morel pouvait encore écrire que « le Parti socialiste est le seul parti dont les membres, éparpillés sur la planète toute entière, sont de toutes les races, parlent toutes les langues, mais dont l'idéal est commun, la doctrine identique et le programme semblable »⁴. Derrière cet optimisme militant, très tôt les forces socialistes organisées ont dû compter avec la géopolitique, sur l'opportunité de parier sur l'effondrement de tel ou tel empire, voire sur la nécessité de leurs réformes internes pouvant profiter au développement de leurs idées. Elles ont eu aussi à composer avec une histoire politique complexe, la mémoire de l'Empire napoléonien jouant un rôle décisif tout au long du XIX^e siècle en Europe, brouillant encore des lignes de clivages que beaucoup de socialistes espéraient voir clarifier au plus vite en terme de luttes de classes. Certains empires – à commencer par celui de Napoléon I^{er} – n'ont-ils pas été dans le « sens de l'histoire » en débarrassant le terrain pour le développement économique ? Un empire peut-il être un facteur de progrès ? Quand deux empires se font face, voire s'affrontent au cours d'une guerre, doit-on les renvoyer dos à dos ?

L'image classique des socialistes par rapport aux empires, c'est celle de la contestation de leur existence.

4. Compère-Morel (dir.), *op. cit.*, p. 1.

Pourtant, l'idée d'une réforme – certes profonde – était en réalité assez répandue dans différents contextes. Notons que, en évoquant les empires, il est nécessaire de distinguer les empires dynastiques présents sur le continent (Allemagne, Autriche-Hongrie, Russie, Ottoman) de l'extension des empires coloniaux – pouvant être l'œuvre d'une république, comme le montre évidemment l'exemple français des années 1880. Pour autant, nombre de spécialistes contemporains du colonialisme invitent à penser ces réalités ensemble pour mieux saisir globalement le phénomène impérial. C'est cette voie qu'ont tenté de tracer, parmi d'autres, les historiens Jane Burbank et Frederick Cooper. Tous deux soulignent combien il est nécessaire de penser par exemple la renaissance de l'Empire allemand de 1871 avec les empires coloniaux, « deux visages de l'idéologie impérialiste vers la fin du XIX^e siècle »⁵. Selon eux, il est nécessaire « de porter l'accent sur les multiples « répertoires » des empires, l'entrecroisement des différentes stratégies de gouvernance et de domination, le mélange des pratiques mises en œuvre [...] »⁶.

L'étude des socialistes et de leur regard sur ces questions nous paraît particulièrement à propos : ils ont été certes confrontés avant tout à la lutte contre les empires dans

lesquels ils évoluaient en Europe, mais également de plus en plus aux questions coloniales. Une mise au point de l'ensemble excédant largement le cadre de cet essai, nous exposerons ici quelques exemples significatifs, autour de l'attitude des socialistes français (Jaurès bien sûr et avant tout), allemands, autrichiens (et de façon plus secondaires russes) face à ces questions, notamment celle de « l'Orient ». Il serait nécessaire de confronter ces points de vue à d'autres réalités italiennes, espagnoles, portugaises, néerlandaises et bien sûr britanniques. Néanmoins, un exposé un tant soit peu détaillé des positions françaises et allemandes permet déjà d'avoir un riche aperçu de la complexité des débats par bien des aspects fondateurs sur les problématiques nationales et supranationales.

5. Jane Burbank et Frederick Cooper, « “Nouvelles colonies” et “vieux empires” », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 27, 2009, p. 13.

6. *Ibid.*, p. 15.

« PÉRISSENT LES EMPIRES » ?

Les évidences d'aujourd'hui ne sont point celles d'il y a un siècle. L'Europe était alors encore largement dominée par des structures politiques dénommées « empire » avec à leur tête un empereur. Pour un socialiste, la république est-elle préférable à l'empire ? À la fin du XIX^e siècle, pour nombre de Français dont les convictions se sont forgées comme opposants à Napoléon III, la réponse semble évidente. La république, renaissante sur les cendres de l'empire en 1870 défait à Sedan, constitue un enjeu de la lutte sociale et politique. Si, pendant les premières décennies du XIX^e siècle, comme l'historien Sudhir Hazareesingh l'a bien montré, il était encore possible de clamer conjointement « Vive l'Empire ! Vive la République ! »⁷, l'expérience du coup d'État de 1852 sépare radicalement les convictions républicaines du soutien au bonapartisme passé et actuel. D'illustres figures du mouvement socialiste ont fait leurs premières armes dans la lutte, parfois acharnée, contre le second Empire. Ce n'est pas

7. Sudhir Hazareesingh, *La légende de Napoléon*, Paris, Tallandier, 2005.

le cas de Jaurès – trop jeune au moment des faits – mais par exemple celui de Jules Guesde. Ce fut le principal représentant du Parti ouvrier français qui, avant une furtive parenthèse anarchiste, fut un opposant républicain, une figure importante de l'opposition⁸, notamment à Montpellier.

La postérité a souvent retenu le lien étroit entre socialisme et républicain que résume la formule d'Ernest Labrousse « le socialisme français est un socialisme républicain »⁹. Osons modestement corriger quelque peu la formule de ce maître des études historiques à qui nous devons tant : le socialisme français est *devenu* républicain. En effet, la tendance à renvoyer dos à dos les régimes politiques, estimant qu'importe peu la forme politique et que seul compte le sort des travailleurs et leurs conditions sociales, n'a pas été sans écho. Cela est particulièrement vrai en Allemagne et à l'est de l'Europe, nous y reviendrons. En France, Jean Jaurès lie très tôt république et socialisme mais d'autres, y compris ceux qui ont mené une lutte implacable contre l'empire, ne sont pas nécessairement du même avis. Guesde comme Paul Lafargue ont longtemps été très critiques à l'égard du régime républicain, accusé ne pas être moins bourgeois qu'une monarchie. Seule compte la domination de classe : or, c'est bien la bourgeoisie

8. Francis Arzalier, « Jules Guesde à Montpellier », *Cahiers d'histoire*, n° 26, 1986, pp. 49-74.

9. Préface à Jean Jaurès, *L'histoire socialiste de la Révolution française*, Paris, Éditions Sociales, 2014 (1900-1904), p. 9.

qui règne selon eux dans un cas comme dans l'autre. De fait, ce n'est pas l'empire qui en soit inspire une quelconque répulsion, mais bien le capitalisme. Les grandes batailles républicaines du début du XX^e siècle (affaire Dreyfus, loi de 1905...) marginaliseront cette appréciation, toujours vivante néanmoins, et qui ne doit pas être sous-estimée.

Un point réconcilie peut-être davantage nos socialistes français qui, bon an mal an, vont fonder ensemble la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) en mai 1905 : leur haine farouche à l'égard des empires continentaux, notamment la Russie. Celle-ci est alors synonyme d'oppression, et perçue comme le pays le plus « barbare » des empires européens depuis Marx, dont les mots acerbes contre le despotisme russe reflètent à merveille l'opinion extrêmement négative des révolutionnaires allemands à son égard. Certes, Marx a infléchi son appréciation de la Russie dans ses derniers travaux. Mais il ne fait pas de doute que la haine des militants sociaux-démocrates à l'égard du despotisme russe est très importante. On mesure cette défiance à l'enthousiasme que soulève la première possibilité de sa désintégration à la suite du déclenchement de la première Révolution russe de 1905 – au moment même où est fondée la SFIO. Jaurès s'exprime avec emphase dans *L'Humanité* du 1^{er} juillet 1905 :

« Si la flotte du tsar, entraînée encore à une suprême folie d'obéissance, a raison des révoltés, quel drame !

Coulera-t-elle les cuirassés que domina le drapeau rouge ? Ou leur livrera-t-elle l'assaut et prendra-t-elle les insurgés vaincus ? Ce sera pour tous les marins et pour tous les soldats une meurtrissure de plus, une exaspération de plus, et le drapeau rouge de la Révolution sera comme élargi en un frisson de colère.

Le tsarisme est à bout. Après tous ces drames, il n'est plus permis de rêver une combinaison de monarchie et de liberté, de tradition et de Révolution. C'est un gouvernement populaire et national, c'est un gouvernement républicain qui se substituera au gouvernement du tsar. En vain dira-t-on que le peuple russe n'y est point préparé. La préparation décisive à un changement de régime, c'est qu'il n'y en ait plus d'autre possible. En vain opposera-t-on que la Russie de 1905 ne dispose pas des mêmes éléments de gestion révolutionnaire que la France de 1789. Peut-être, mais les forces de contre-révolution aussi y sont moins exercées et moins avisées »¹⁰.

En Allemagne, l'espoir est immense. À tel point que le social-démocrate Franz Mehring pense que les livres d'histoire feront bientôt une place d'honneur à 1905, déjà considéré par lui comme le 1789 du XX^e siècle. Sur la nature du soulèvement, ses motivations et les objectifs que la

révolution doit poursuivre, les divergences demeurent. L'aile gauche du socialisme international y voit l'occasion de remettre à l'ordre du jour la révolution tandis que Jaurès et d'autres plus modérés rêvent avant tout d'une nouvelle république russe, qui pourra demain devenir l'alliée de la France pour garantir la paix sur le continent. Il n'en demeure pas moins que la perspective de la chute du tsar et de son vaste empire réjouit les socialistes européens, et conduit à des débats tactiques et stratégiques multiples – tout particulièrement au sein de la social-démocratie russe – sur la façon de hâter la chute des Romanov. Celle-ci, on le sait, n'aura finalement pas lieu avant 1917. Mais l'ébranlement des grands empires est bien à l'ordre du jour. La voie d'une transformation pacifique dans un cadre institutionnel, déjà largement acceptée par des franges importantes du mouvement socialiste, est interrogée par les soubresauts intervenant dans ce vaste empire. Devenu à cette époque le « pape » du socialisme international, Kautsky, qui misait depuis plusieurs années principalement sur les avancées électorales du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), concède que l'absolutisme de certains empires ne laisse pas d'autres choix dans ces circonstances que l'affrontement de rue et les barricades.

Le même entrain peut être remarqué à l'occasion d'autres événements, à inscrire dans un même cycle de révoltes amorcé par les événements de 1905 en Russie. En

10. Madeleine Rebérioux et Georges Haupt (dir.), *La II^e Internationale et l'Orient*, Paris, Cujas, 1967.

leur temps, Madeleine Rebérioux et Georges Haupt l'avaient souligné dans leur étude des rapports entre les socialistes et « l'Orient »¹¹. Le « court XX^e siècle » marqué par l'expérience soviétique a eu tendance à le faire oublier : avec 1905 s'ouvre une période de contestations des empires, dont le point final est l'éclipse du dernier empereur chinois et la proclamation de la première république en 1911 marquant, selon la terminologie actuelle employée par les historiens chinois, le début de la « fin de l'humiliation ». Pendant cette période, des groupes musulmans et nationalistes se rapprochent des sociaux-démocrates en Russie ; ce sont des sensibilités similaires et parfois les mêmes militants qui sont à l'origine des premiers noyaux sociaux-démocrates en Perse, aussi secouée par une vague révolutionnaire.

Entretemps, un événement capital a eu lieu dans un des empires « orientaux » longtemps logé au cœur même de l'Europe. La Sublime Porte, l'Empire ottoman du sultan Abdülhamid II, est renversée par la révolution jeune-turque en 1908. À nouveau, l'espoir est grand chez les socialistes français, d'autant que le renversement du sultan s'accompagne d'une forte symbolique empruntée à la Révolution française et à ses idéaux, thème alors encore très présent dans l'imaginaire socialiste. Pour Jaurès, une telle déstabilisation s'inscrit dans

un réveil général des peuples colonisés ou opprimés par des empires. Ainsi s'exprime-t-il en 1912 :

« Il y a une autre force qui s'éveille : ce sont tous ces peuples, de toutes les races, jusqu'ici inertes, ou qui le paraissent, qui semblaient, pour nous, à travers notre tourbillon d'agitations européennes, couchés dans un sommeil éternel et qui maintenant se réveillent, réclament leurs droits, affirment leur force, races de l'Afrique, races de l'Asie, le Japon, la Chine, l'Inde qui va être reliée au reste du monde par des réseaux de la voie ferrée [...]. Ce sont, dans l'Orient de l'Europe, les Jeunes-Turcs qui ont pu commettre des fautes, mais dont il faut bien dire que l'Europe convoiteuse n'a pas facilité les débuts (*Applaudissements à l'extrême gauche*), cette Europe si complaisante pour l'égorgeur Abdülhamid, qui respectait l'intégrité d'un pays ensanglanté par lui, et qui n'a commencé à la dépecer que le jour où la liberté y apparut »¹².

Les « fautes » en question des Ottomans ont pourtant été rapidement d'une extrême gravité, notamment à l'égard des populations arméniennes. Jaurès avait dénoncé avec force les massacres des Arméniens à la fin du XIX^e siècle, tout comme Rosa Luxemburg, cette dernière pointant les ambiguïtés des dirigeants historiques de la social-démocratie

11. Madeleine Rebérioux et Georges Haupt (dir.), *La II^e Internationale et l'Orient*, Paris, Cujas, 1967.

12. Jean Jaurès « Discours à la Chambre des députés », 28 juin 1912 dans Jean Jaurès, *Le pluralisme culturel*, Paris, Fayard, 2014, p. 228.

allemande comme Wilhelm Liebknecht, peu sensibles au sort des minorités. Il semble cette fois-ci s'être illusionné, au moins un temps, sur les vertus des Jeunes-Turcs¹³.

À noter que par ailleurs, Jaurès ne prône pas l'indépendance des peuples ou nations sous le joug de l'Empire ottoman. C'est là, me semble-t-il, un point essentiel pour comprendre l'attitude de nombreux socialistes pendant notre période étudiée ici. Comme beaucoup d'hommes politiques, Jaurès croit aux grands ensembles et structures permettant de faire cohabiter différents peuples. La perspective de sécession et d'une révolution mettant à bas l'empire ne le convainc guère et, de ce point de vue, il apparaîtrait bien anachronique d'en faire un apôtre du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes ». Lisons jusqu'au bout son article consacré à la Révolution russe de 1905 déjà cité. Il y exprime clairement sa volonté de ne pas briser le cadre territorial de l'Empire russe :

« Le gouvernement provisoire de la Russie libérée aura d'emblée, sans devancer par une anticipation utopique le mouvement des esprits et des choses, un admirable programme à réaliser, capable de grouper autour de lui des forces immenses. Il pourra concilier avec la centralité

nécessaire, un fédéralisme varié, reconnaître à la Pologne une large autonomie, restituer à la Finlande les libertés traditionnelles dont le souvenir est tout vif encore et qui renaîtront agrandies dans les libertés nouvelles, assurer aux juifs l'égalité civile et politique, protéger les Arméniens contre les massacreurs soldés ».

Karl Kautsky, malgré ses réserves, mise lui aussi au même moment sur la transformation démocratique de l'Empire russe, davantage que sur la sécession systématique. En réponse à des sociaux-démocrates arméniens lui demandant son opinion sur la question, le « pape » affirme à propos des peuples opprimés par les Russes :

« Si elle est remplacée par une Russie démocratique, le besoin d'indépendance de ces nations pourrait être satisfait si elles restent reliées à l'Empire russe à condition que celui-ci soit transformé et devienne un État fédéral, les « États-Unis de Russie » [...] En revanche moins on parviendra à modifier le régime actuel à l'intérieur de la Russie, plus la révolution adoptera aux frontières des tendances séparatistes »¹⁴.

Jean Longuet de son côté, dès le lendemain du début de la révolution jeune-turque, n'oublie pas les

13. Vincent Duclert, « Jean Jaurès et la Turquie. La fêlure des massacres arméniens » dans Gilles Candar (dir.), *Jaurès, du Tarn à l'Internationale*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2011, pp. 89-113.

14. Karl Kautsky, « La question des nationalités en Russie », *Pluriel-débat*, n° 10, 1977 (1905), p. 60.

considérations diplomatiques et ce que pourrait impliquer pour la France un changement de régime, rappelant d'ailleurs à juste titre l'attention de Karl Marx pour la question :

« C'est que le grand théoricien socialiste [Marx] qui suit toujours d'un œil pénétrant l'évolution de la politique internationale savait quel intérêt une Turquie régénérée aurait pour la cause du progrès et de la liberté dans le monde – donc pour la cause même du prolétariat universel »¹⁵.

La prudence est de mise même chez quelqu'un comme Christian Rakovsky, roumain d'origine bulgare et proche de la gauche de l'Internationale socialiste, célèbre pour son rôle ultérieur au cours de la révolution bolchevique. Dans un texte publié par la revue marxiste orthodoxe de Jules Guesde, *Le socialisme*¹⁶, Rakovsky se garde d'appeler à la destruction de l'empire, soulignant que les « capitalistes et impérialistes de tous les pays » attendent « la dislocation de cet empire, pour s'emparer d'une partie de ses territoires [et] cherchent à prendre dès à présent une plus grande place dans la maison ». Il dénonce avec vigueur « les propagandes nationalistes, bulgare, roumaine, serbe, grecque et autres, [qui] cherchent par le glaive, le feu et l'argent à élargir leur

sphère d'influence ». Tout comme Jean Longuet, il en appelle à une « Turquie régénérée, démocratique et forte » ; une formule enfin résume bien sa position : « Il n'y a qu'elle [la Turquie] qui, satisfaisant les revendications justes des divers peuples de l'empire, peut les unir dans un esprit de solidarité commune ».

Aussi l'idée d'une nouvelle direction éclairée de la Sublime Porte emporte l'adhésion, au point de mettre en sourdine les erreurs tragiques commises par le régime. À noter que Jaurès évoque aussi « l'Europe convoiteuse ». La difficile question balkanique sera traitée à la fin de notre propos, en lien avec la question de l'Empire austro-hongrois qui tente alors de profiter à plein de la décomposition de l'empire du sultan.

Revenons un instant sur la Russie, porte ouverte *de facto* sur l'Asie, et notamment sur la Chine et le Japon. Là encore, l'utopie de l'internationalisme a bien du mal à se maintenir face aux réalités impériales. Peu avant la Révolution russe de 1905, la haine de l'autocratie tsariste a motivé certains socialistes au point de soutenir pendant la guerre russo-japonaise le très impérial Japon qui ne fait pas mystère de ses ambitions sur la Corée et la Chine, dont des parties entières sont déjà dans son orbite. Des dirigeants socialistes aussi variés que Guesde, Mehring, Vandervelde ont pu appuyer une telle position, ce qui en dit long sur l'eurocentrisme encore

15. Jean Longuet, « La Révolution turque – Habbul Hamid capitule », *L'Humanité*, 25 juillet 1908.

16. Christian Rakovsky, « La Révolution turque », *Le socialisme*, 1^{er} août 1908.

marqué du mouvement socialiste : la défaite du tsar serait bonne pour le développement du socialisme européen, qu'importe donc qui peut l'abattre ! Une telle attitude provoqua le désarroi des socialistes japonais persécutés par leur gouvernement¹⁷.

Néanmoins, chez certains socialistes comme Jaurès, l'infléchissement est réel et l'attention portée à l'Asie le montre avec éloquence. Si la proclamation de la première République chinoise de 1911 mettant fin à une des plus vieilles dynasties de l'histoire mondiale ne suscite pas immédiatement l'enthousiasme d'un Jaurès occupé par d'autres tâches¹⁸, l'événement est progressivement salué et intégré à sa réflexion. Des contacts entre Sun Yat-sen et l'Internationaliste socialiste se développent. L'attention aux questions asiatiques se manifeste aussi symboliquement à plusieurs reprises. En 1904, à Amsterdam deux vice-présidents du congrès sont choisis pour faire obstacle à la guerre qui oppose la Russie et le Japon : siège ainsi Georges Plekhanov, un des principaux théoriciens du marxisme russe, à côté de Sen Katayama, fondateur en 1901 du parti socialiste japonais. À ce même congrès, l'intervention d'un militant indien, Dadabhai Naoroji,

père du Congrès indien, marque un tournant. C'est la première fois qu'un porte-parole d'un peuple colonisé s'adresse à un congrès de l'Internationale. L'inflexion, pour être timide, est néanmoins réelle. Il est désormais nécessaire d'évoquer ce qui devient progressivement un sujet majeur pour les socialistes, objet là encore de bien de débats et de divisions : les empires coloniaux extra-européens, attirant les convoitises des grandes puissances de l'époque.

17. Christine Lévy, « L'internationalisme du Heimin shinbun (1903-1905) et son héritage lors de la Première Guerre mondiale », *Cahiers Jaurès*, janvier-juin 2015, n° 215-216, p. 86.

18. Gilles Candar, *Jaurès et l'Extrême-Orient. La patrie, les colonies, l'Internationale*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2011.

LES EMPIRES COLONIAUX : AVENIR DU SOCIALISME ?

Pendant longtemps, dans le socialisme européen, le problème colonial fut l'affaire de quelques « spécialistes », alors que globalement le reste des cadres s'en désintéressait. Des années 1880 à 1914, la question coloniale devient progressivement un des grands sujets politiques débattus au sein des partis socialistes, tout particulièrement après 1905. Pour n'évoquer que la France et l'Allemagne, rappelons que la première poursuit l'extension de son empire en Indochine à l'heure de la consolidation des principes républicains et des premiers succès socialistes dans les urnes, quand la seconde cherchera à se trouver une « place au soleil » (*Platz an der Sonne* selon les mots de l'empereur/*Kaiser*) en se dotant d'un empire colonial, notamment en Afrique. La question du Maroc, objet de convoitise entre les deux pays, sera un des grands combats politiques de Jaurès, dans le parti socialiste comme à la Chambre des députés¹⁹.

19. Rémi Fabre, *Jaurès et le Maroc. Un long combat pour la paix et le droit des peuples*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2015.

Malgré cette inflexion, peut-on considérer que, globalement, les socialistes partagent avec leurs contemporains un point de vue « orientaliste » comme le suggère largement le célèbre ouvrage d'Edward Said, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, et toute une production scientifique à sa suite²⁰ ? Said voyait chez Marx et Engels une propension à juger l'extension des empires coloniaux comme un phénomène positif et une tendance à ne comprendre l'avenir de l'humanité uniquement à l'aune des développements du prolétariat européen, voire ouest-européen. L'historien américain Kevin Anderson a récemment répondu point par point à Said, montrant qu'il n'est pas possible de confondre les textes de la première période comme le *Manifeste du parti communiste* et d'autres textes où la colonisation est saluée comme un mouvement progressiste, avec les textes ultérieurs où Marx s'intéresse bien plus aux « marges » en les situant même parfois au cœur de sa réflexion²¹. Anderson a tout fait raison de nous inciter à regarder de plus près les évolutions sur le long terme et à ne pas isoler certains textes de la totalité d'une trajectoire et d'une œuvre foisonnante. D'ailleurs, à l'origine les socialistes ont pu se montrer d'ardents colonisateurs : les socialistes dits « utopiques » ou « conceptuels » des années 1830-1840 n'ont

20. Edward Said, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Le Seuil, 1980 (1978).

21. Kevin Anderson, *Marx aux antipodes. Nation, ethnicité et sociétés non occidentales*, Paris, Syllepse, 2015 (2010).

pas été eux-mêmes exempts d'une telle vision coloniale pour penser leurs projets. Si certains comme Étienne Cabet ne se sont pas spécifiquement exprimés sur le sujet, d'autres n'ont en effet pas hésité à être aux avant-postes de la justification de l'Algérie française. Un article récent a montré l'importance de cette appréciation et souligné que « si tant de beaux esprits s'engouffrent dans la colonisation, c'est par socialisme [...] comme l'explique Enfantin, l'Algérie fera "un excellent lieu d'essai, pour plusieurs grandes questions sociales qui agitent la France" et ce faisant, elle leur permettra de prouver leurs "capacités" »²².

Il est néanmoins impossible de considérer que les socialistes en soient restés là ; la condamnation de la politique coloniale traverse les débats du socialisme, notamment au congrès de Stuttgart de l'Internationale en 1907. Lisons un extrait de la résolution relative à ce problème :

« Le Congrès est d'avis que la politique coloniale capitaliste, par son essence même, mène nécessairement à l'asservissement, au travail forcé et à la destruction des populations indigènes dans le domaine colonial. La mission civilisatrice dont se réclame la société capitaliste ne lui sert que de prétexte pour couvrir sa soif d'exploitation et de conquête. Seule la société socialiste

22. Jean-Louis Marçot, « Les premiers socialistes français, la question coloniale et l'Algérie », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, juillet-décembre 2014, n° 124, p. 92.

pourra offrir à tous les peuples la possibilité de développer pleinement leur civilisation.

Le Congrès condamne les méthodes barbares de colonisation capitaliste et réclame, dans l'intérêt de l'expansion des forces productives, une politique garantissant le développement pacifique de la civilisation et mettant par toute la terre les richesses du sol au service du progrès de l'humanité tout entière ».

La condamnation est claire, mais les ambiguïtés demeurent puisqu'il s'agit toujours de mener une politique « pacifique » de « civilisation ». Très clairement, toute une branche du socialisme s'avère favorable à la politique coloniale et manifeste un entrain qui, avec le recul, suscite l'étonnement. La présence de socialistes issus de la métropole dans les colonies – avec des cas très divers depuis la faible structuration pour les Néerlandais en Indonésie jusqu'à la véritable section du parti socialiste français en Algérie – a joué ici un rôle important. C'est plutôt la « droite » du socialisme qui s'emploie (en Allemagne, les proches d'Eduard Bernstein notamment) à défendre cette ligne ouvertement impériale en arguant le grand bénéfice qu'en retireraient les ouvriers de métropole. Mais sur ce point comme sur d'autres, les lignes de clivages ne sont pas si simples. Une étude des contributions de l'époque sur le sujet offre en effet un panorama assez surprenant, et fait voler en éclat les divisions classiques. Ce n'est ainsi pas l'aile marxiste des socialistes

français autour de Guesde qui se montre nécessairement la plus anticolonialiste. Certains textes et résolutions votés par le parti ouvrier français apparaissent, il est vrai, comme précurseurs pour la défense des « Indigènes », et c'est le même courant qui fit élire un député guadeloupéen sensible à ces aspirations dès 1898 en la personne de Legitimus. Celui-ci avait néanmoins bien pris le soin de préciser les contours de son action. Le citer dans le texte nous permet là encore de comprendre le cadre mental et politique de son temps :

« En France, mes adversaires ont déclaré que j'avais été élu en tant que Nègre par des Nègres, parce que je parle à mes semblables dans notre dialecte indigène et que je les caresse dans le sens du poil. Il a été dit que je suis un original teinté de socialisme. Il n'y a rien de plus faux. J'ai été élu par des Blancs, des Métis et des Nègres en tant que socialiste, et je suis un député français et non le représentant de tendances séparatistes en Guadeloupe. Mon premier collaborateur au *Peuple* a été Jules Guesde. J'ai propagé sa conception du socialisme avec un tel succès qu'aujourd'hui le portrait de Jules Guesde occupe la place d'honneur dans la moitié des foyers de mon pays. Par ailleurs, ma position à la Chambre balaiera tous les doutes quant à mes convictions et ma prise de position »²³.

23. Cité par Rosa Luxemburg, « Le socialisme à la Guadeloupe », 3 août 1898 dans *Le Socialisme en France 1898-1914*, Marseille, Agone-Smolny, 2013, pp. 17-18.

L'horizon indépendantiste est encore loin. Et certains guesdistes ne rechignent pas au principe même de la colonisation dans le cadre de l'Empire français. D'aucuns vont jusqu'à envisager une colonisation socialiste, pensant ainsi la transformation sociale dans le cadre d'un « progrès » de civilisation ne laissant que peu de place aux aspirations autochtones. Un projet de colonisation au sujet du « Maroc socialiste », porté par Lucien Deslinières en 1912²⁴, a certes été mis en échec par les parlementaires socialistes. Mais il fut soutenu jusqu'au bout par Jules Guesde en personne, isolé au demeurant dans cette démarche. Il s'agit dans ce projet de traiter le Maroc sans remettre en cause le cadre de l'empire colonial :

« Le Maroc est à nous. Sous réserve des droits des Indigènes, de ceux de l'Espagne dans la zone qui lui est accordée et des avantages économiques consentis à d'autres puissances, nous sommes libres de l'administrer par des méthodes de notre choix. Il s'agit de savoir quelles institutions nous allons lui donner, car en ce pays, attardé dans l'anarchie et la demi-barbarie du Moyen Âge, tout est à refaire, tout est à reprendre par le pied. Les quelques intérêts européens qui ont pu, jusqu'à ce jour, s'y implanter sous la protection des nations dont ils

24. Lucien Deslinières, *Le Maroc socialiste*, Paris, Giard et Brière, 1912. Sur Deslinières cf. Mathieu Fulla et Fabien Conord, « Lucien Deslinières. Un socialiste utopique au XX^e siècle », *Revue historique*, n° 674, avril 2015, pp. 353-382.

ressortissent, y végètent en plein arbitraire, sans régime défini. Nous devons donner à la colonisation une organisation régulière [...] »²⁵

Ce Maroc socialiste fait même figure d'utopie, de lieu vierge où le socialisme pourra servir de modèle. On retrouve l'héritage de certains utopistes du premier XIX^e siècle :

« La colonisation socialiste au Maroc dépasse d'ailleurs beaucoup par sa portée les limites de ce pays. Ce n'est pas seulement au point de vue des avantages à réaliser au profit de ses participants qu'elle doit être envisagée, c'est aussi et surtout sous le rapport de l'exemple qu'elle donnera au monde. On verra pour la première fois, depuis qu'il existe des sociétés humaines, un coin de notre planète d'où sera bannie la misère et son lugubre cortège de maux, de vices et de crimes, où la prospérité générale, au lieu d'être une moyenne entre l'extrême richesse et l'extrême pauvreté, ne sera faite que de prospérités particulières »²⁶.

La démarche a beau être relativement isolée chez les guesdistes, elle est assurément révélatrice de l'attachement à l'empire colonial d'une bonne partie des socialistes. De ce point de vue, Jaurès se trouve être un des rares qui évolue dans un sens nettement critique à l'égard de l'œuvre coloniale et

25. Lucien Deslinières, *op. cit.*, p. 7.

26. *Ibid.*, p. 180.

impériale, sans vouloir pour autant saborder l'empire, alors qu'il s'était à plusieurs reprises trouvé plutôt d'accord avec la droite de l'Internationale sur d'autres sujets. Sans reprendre ce que nous avons détaillé ailleurs²⁷, soulignons simplement ici l'importance de son évolution, lui qui avait commencé sa carrière comme fervent soutien de Jules Ferry, de ses expéditions et conquêtes. Les arguments de Jaurès contre la politique coloniale – mais non pour la disparition de l'empire – sont avant tout fondés sur la morale, une certaine idée de l'humanité et non sur des arguments économiques ou tactiques : déstabiliser le colonialisme pour déstabiliser son propre pays comme le prône la gauche de l'Internationale socialiste, ligne systématisée ensuite par le léninisme, n'est pas l'horizon politique de Jaurès. C'est au contraire au nom d'une certaine idée de la cause républicaine qu'il dénonce avec entrain ce qui se passe en Afrique du Nord. Il refuse les préjugés sur les Arabes et l'Islam – préjugés terriblement détaillés dans le projet de Deslinières – se démarquant de nombre de ses camarades, non sans un certain courage.

Contester, critiquer, réformer, détruire l'empire colonial : les options sont débattues à la veille de la Première Guerre mondiale dans un contexte où la dénonciation de « l'impérialisme », terme associé au fameux « stade suprême du capitalisme » défini par Lénine, est de mise. Mais ne

27. Jean Jaurès, *Le pluralisme culturel*, Paris, Fayard, 2014.

dépassons pas notre chronologie puisque ce célèbre opus est publié pendant la guerre (1915), donc dans un tout autre contexte. La « découverte de l'impérialisme »²⁸ date pourtant bien de notre époque : la dénonciation traditionnelle du capitalisme s'accompagne de plus en plus avant-guerre de celle du « colonialisme » et donc de « l'impérialisme », deux phénomènes analysés par nombre de théoriciens du socialisme international. En la matière, ce n'est pas en France que l'on trouve les développements les plus aboutis. Le terme désigne, pour prendre une définition minimale, la politique économique et expansionniste d'une grande puissance, notamment le rôle que joue la domination coloniale. Max Beer, autrichien émigré à Londres, et le socialiste français Paul-Louis popularisent les premiers le terme d'« impérialisme » au début du XX^e siècle. Au Japon, une réflexion avancée se fait jour avec le socialiste Kōtoku Shūshi, auteur de *L'impérialisme, le spectre du XX^e siècle*²⁹. Mais c'est avec l'ouvrage de Rudolf Hilferding *Le Capital financier* (1910) – d'ailleurs remarqué par Jaurès – que l'impérialisme devient un cadre d'analyse plus précis et désigne une nouvelle phase de l'histoire du capitalisme, où la rivalité entre les empires se situe au cœur de la démarche réflexive. L'aile gauche de l'Internationale s'en saisit pour mieux avancer ses revendications (Lénine, Rosa Luxemburg),

28. Richard B. Day et Daniel Gaido (dir.), *Discovering Imperialism. Social Democracy to World War I*, Leiden, Brill Academic Publisher, 2012.

29. Kōtoku Shūshi, *L'impérialisme, le spectre du XX^e siècle*, Paris, CNRS, 2008 (1901).

quand d'autres refusent d'en tenir compte. Tout est envisagé, par exemple, avec Kautsky, le développement d'un « ultra-impérialisme », d'un impérialisme pacifique qui n'aurait pas intérêt à la guerre...

LE PARI DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE : DÉMOCRATISER L'EMPIRE ?

Le principal problème du premier parti socialiste d'Europe, que Jaurès n'a eu de cesse de scruter avec attention, n'est au fond pas l'empire colonial, mais le régime politique face auquel ils doivent mener de rudes batailles : le Reich fondé par Otto von Bismarck³⁰. Force d'opposition majeure au sein du Reich – et même la première à la veille de la guerre après les élections de 1912 – le SPD n'entretient pourtant pas un simple rapport de confrontation au Reich, avec lequel il doit composer.

C'est donc dans un tout autre contexte que celui des socialistes français qu'évolue le plus puissant parti socialiste du monde. La social-démocratie y a longtemps été un parti

30. Empire dont les frontières excédaient alors largement les frontières actuelles de l'Allemagne depuis l'Alsace-Lorraine conquise en 1870 jusqu'à l'est où une partie de la Pologne actuelle était occupée.

interdit et combattu par l'Empire allemand. De cette période de quasi clandestinité qui s'étend de 1878-1890, le SPD en a certes retenu que l'empereur des Hohenzollern à la tête du pays était son adversaire principal et qu'il fallait, pour créer les meilleures conditions et afin de préparer l'avenir, exiger la vieille revendication de la gauche depuis 1848 d'une république allemande. Mais le parti conserve aussi de cet épisode une peur panique de retomber dans la clandestinité et la marginalité. D'où, de la part des dirigeants sociaux-démocrates allemands, une mise en sourdine assez rapide de la revendication de république et des attaques directes à l'encontre de l'empereur ainsi qu'une nette tendance à l'intégration, qualifiée jadis par un historien allemand d'« intégration négative »³¹. Cette intégration est complexe et contradictoire, puisqu'il s'agit en large part d'un processus s'effectuant à contre-cœur, mais il est avéré. Ce qui n'empêche pas chroniquement de voir réapparaître la revendication de déchéance de l'empereur pour proclamer une république. Il s'agit même d'un enjeu interne d'importance. Deux exemples le montrent avec éclat. Dans sa célèbre critique adressée au programme d'Erfurt du SPD de 1891, Engels exige pour l'Allemagne une « république une et indivisible ». Puis Rosa Luxemburg reprend cette revendication

en 1910 pour sortir un SPD qu'elle juge tombé dans une torpeur routinière : en demandant au parti de mener une âpre campagne pour la république, elle rompt avec son vieil ami Karl Kautsky et la majorité du SPD qui juge peu prudent et opportun d'avancer en ce sens.

L'argument ayant le plus de portée, souvent répété à partir du début du XX^e siècle, est que l'existant – à savoir la République française – n'est pas capable de faire mieux que l'Empire allemand. Il est vrai que Bismarck a concédé d'importantes assurances sociales aux ouvriers et qu'un premier impôt sur le revenu est mis en place en Prusse dès 1891. En miroir, la République française paraît timorée sur le sujet et pas moins hostile aux ouvriers lorsque ceux-ci manifestent, autant de faits légitimant les vieilles méfiances à l'égard du débat entre république et monarchie. Cette controverse peut ainsi paraître secondaire par rapport à l'amélioration nécessaire de la condition ouvrière. À quoi bon demander une république et prendre le risque d'une persécution politique si l'empire est capable de concéder une législation sociale plus avancée ? Toute une frange du SPD enfonce d'ailleurs le clou et se demande, pour reprendre le titre d'un article d'un membre important de l'aile modérée du SPD, Ludwig Quessel : « Sommes-nous républicains ? ». Ce dernier relativise l'importance du débat autour de la république et souligne l'importance de ce qui a pu être obtenu avec le Reich de Guillaume II :

31. Dieter Groh, *Negative Integration und revolutionärer Attentismus. Die deutsche Sozialdemokratie am Vorabend des Ersten Weltkrieges*, Francfort, Ullstein, 1973.

« Nous souhaitons [...] un développement à l'anglaise, c'est-à-dire non pas le renversement violent de la forme monarchique de l'État comme en France, mais une évolution de la monarchie constitutionnelle vers la monarchie démocratique, tel qu'elle s'est accomplie en Angleterre »³².

Le ton est plus mesuré chez August Bebel, le président du parti. Mais au congrès d'Amsterdam de 1904, un argumentaire similaire, bien que davantage appuyé sur des références marxistes, est développé :

« Si fort que nous vous envions, à vous Français, votre République et que nous la désirions pour nous, nous ne nous ferons pas cependant casser la tête pour elle : elle n'en vaut pas la peine. (*Tonnerre de bravos*) Monarchie bourgeoise, République bourgeoise, l'une et l'autre sont des États de classe ; l'une et l'autre sont nécessairement, par leur nature, faites pour le maintien de l'ordre social capitaliste. L'une et l'autre doivent travailler de toutes leurs forces à ce que la bourgeoisie conserve toute la puissance dans la législation. Car, du moment qu'elle perdrait le pouvoir politique, elle perdrait aussi sa situation économique et sociale. La monarchie n'est pas

aussi mauvaise, et la République bourgeoise n'est pas rien plus si bonne que vous les faites »³³.

Cette complaisance irrite vivement Jaurès. De fait, certains arguments très à gauche (vous Français, pourquoi vous insistez sur un aspect secondaire de la lutte des classes ?) cachent parfois des réalités moins avouables, un refus de se confronter politiquement au Kaiser. Agacé par cette attitude, au même congrès d'Amsterdam et en réponse à Bebel, Jaurès déplore cette fidélité *de facto* des Allemands de gauche à l'empereur :

« Quand, au Reichstag, Bebel a prononcé contre l'empereur allemand, au sujet de l'incident Krupp, des paroles admirables d'éloquence et de courage, que nous avons traduites et répandues, vous avez été contraints, dans l'organe officiel de votre parti, dans les revues qui me dénoncent quotidiennement comme le grand corrupteur du prolétariat, vous avez été contraints, lorsque les patrons allemands, dans leurs usines, ont obligé les ouvriers allemands socialistes à signer de plates adresses de félicitations à votre empereur, c'est-à-dire à vous souffleter vous-mêmes, vous avez été contraints de leur conseiller de ne pas refuser leur signature ! Et vous continuez ainsi à émousser, à obscurcir, à affaiblir dans le

32. Ludwig Quessel, « Sind wir republikaner ? », *Sozialistische Monatshefte*, 1909, pp. 1254-1262.

33. August Bebel, *Schriften 1862-1913*, Frankfurt / Wien, Büchergilde Gutenberg, 1981, vol. 2, p. 144.

prolétariat allemand cette force historiquement trop débile d'une tradition révolutionnaire insuffisante »³⁴.

Avec le recul, on mesure combien un tel argumentaire a pu favoriser les réflexes de légitimité à l'égard du pouvoir et de l'empereur chez les militants et électeurs sociaux-démocrates.

Moins évidentes, mais tout aussi révélatrices sont les ambiguïtés des sociaux-démocrates allemands à l'égard de l'Empire napoléonien et de sa mémoire. Les socialistes français condamnent le bonapartisme : après 1870 on peine à trouver un socialiste amateur de Napoléon, même si sa mémoire peut parfois rester ambivalente et teintée de nostalgie. En Allemagne, Franz Mehring, à la suite de Friedrich Engels, présente lui aussi un bilan contrasté. Napoléon n'est-il pas le sauveur de la Révolution ? Iéna n'est-il pas un point important pour l'avancée de l'histoire allemande ? Le débat est ancien chez les socialistes et se pose partout où l'occupation française est censée avoir accéléré le processus de domination de la bourgeoisie, et ainsi déblayé le terrain pour la révolution socialiste à venir. Engels, en s'adressant dans un texte court aux militants socialistes espagnols pour le 1^{er} mai 1893, résume alors bien ce malaise :

34. Jean Jaurès, « Discours au congrès d'Amsterdam », *Revue socialiste*, n° 237, septembre 1904, p. 207.

« Qu'est-ce qu'il y eut le 2 mai 1808 ? L'invasion étrangère d'un côté, le peuple de Madrid de l'autre. Cela paraît bien simple. Et cependant, la situation était des plus compliquées. Pour combattre l'invasion étrangère et la tyrannie de Napoléon, le peuple espagnol dut en même temps combattre la révolution française, pour regagner son indépendance ce même peuple espagnol était forcé de rétablir le despotisme de l'idiot fanatique Ferdinand VII, soutenu par les nobles et les prêtres. Et c'était la même chose en Italie et en Allemagne, même en France ; ces deux pays ne pouvaient se débarrasser du joug de Napoléon qu'en se livrant poings liés à la réaction monarchiste, féodale et cléricale. Voilà comme les guerres de peuple à peuple rendent complexes et confuses les situations en apparence les plus simples et les plus claires »³⁵.

En 1913, le même dilemme se pose aux sociaux-démocrates en Allemagne lorsque le Kaiser commémore en grande pompe le soulèvement de Leipzig de 1813 contre Napoléon. À quelques mois de la guerre se mesure l'ampleur du désarroi qui traverse les rangs du parti : somme toute, il faut choisir entre deux empires : la fidélité à Guillaume II ou à la mémoire napoléonienne, expression déformée de la Révolution de 1789... En 1914 le ralliement massif aux

35. Friedrich Engels, « Aux ouvriers espagnols à l'occasion du 1^{er} mai 1893 », *Marx Engels Gesamtausgabe*, I/32, Berlin, Akademie Verlag, 2011, p. 240.

« idées de 1914 » opposées à celle de 1789 indique combien la première aura finalement pour l'heure triomphé³⁶. Le poids du patriotisme, au-delà de la nature du régime, a beaucoup joué. Les sociaux-démocrates sont tiraillés entre une opposition au Reich et la fidélité à leur pays, et ce bien avant 1913-1914. Là encore, un texte antérieur d'Engels est d'un précieux recours pour éclaircir ce problème. Dans un texte peu cité – une interview donnée au journal *L'Éclair* rééditée récemment avec soin par l'équipe de la *Marx Engels Gesamtausgabe* – Engels affirme, en 1893 (donc quelques années à peine après les lois antisocialistes) :

« Si la France et la Russie combinées attaquaient l'Allemagne, cette dernière combattrait pour son existence nationale, à laquelle les socialistes allemands sont encore plus intéressés que les bourgeois, et que, par conséquent, ils se battraient contre tout agresseur jusqu'au dernier homme et à l'aide des mêmes moyens révolutionnaires qui ont si bien servi la France en 1793 »³⁷.

Nulle consigne pour se désolidariser du Reich en toute circonstance, au contraire ! Ce texte ne doit pas être pris pour un manifeste, et on peut trouver d'autres propos du même auteur nuanciant ces phrases. Il montre bien

néanmoins l'ambivalence originelle des sociaux-démocrates, profonde et durable, à l'égard du régime impérial. Reste qu'il ne faut pas idéaliser pour autant les combats des socialistes français qui, certes, se montrent souvent d'excellents républicains mais finalement fascinés par un autre empire, bien réel et hautement problématique, l'empire colonial.

36. Temporairement puisqu'à la sortie de la guerre, l'empereur sera renversé dans un contexte de défaite militaire au cours de la révolution allemande 1918-1919.

37. *Ibid.*, p. 361.

« PETITE INTERNATIONALE » ET L'EMPIRE AUSTRO-HONGROIS : L'ESPOIR DÉÇU D'UNE RÉNOVATION

Après 1848, le rêve d'une république regroupant tous les Allemands s'est progressivement évanoui. Bismarck a imposé l'option « petite Allemagne » excluant l'Autriche de l'Empire allemand. Encore en 1869, au congrès de la branche sociale-démocrate proche de Marx et Engels, à Eisenach, sont représentés des Allemands issus des territoires appartenant aux Habsbourg. Deux ans plus tôt, le compromis de 1867 (*Ausgleich*), à la suite de la bataille de Sadowa, a pourtant scellé la division des Allemands en instaurant l'Empire austro-hongrois, où l'Autriche et la Hongrie sont liées par la même couronne et dans le même territoire, tout en gardant chacune de fortes prérogatives et un développement différent. Pour autant, nombre de sociaux-démocrates ne renoncent pas à l'idée d'une « grande Allemagne » qui, faut-il le préciser, était alors aussi une idée de gauche. Certains parient à terme sur le démantèlement de l'empire pour prôner un rapprochement des « Allemands

d'Autriche » et une fusion avec l'Allemagne dans le cadre d'un même État. C'est le cas de l'autrichien Ludo Moritz Hartmann, qui se serait certainement accommodé d'une social-démocratie forte dans un Empire allemand regroupant Allemagne et Autriche³⁸. De telles conceptions s'accompagnent d'un pari historique, celui de la disparition progressive des « peuples sans histoire », c'est-à-dire l'idée que les « petits » peuples slaves des empires germaniques seraient à court terme assimilés et intégrés³⁹. Il y avait là trace d'un préjugé défavorable à l'égard des Slaves, jugés peuples traîtres à la cause lors du printemps de 1848. Surtout Engels, et nombre de sociaux-démocrates allemands (du Reich allemand comme de la partie autrichienne de l'empire austro-hongrois), ont durablement considéré que l'empire, en « germanisant » certains peuples, déblayait le terrain et facilitait ainsi les luttes sociales et politiques à venir. Ce peuples ne pouvant pas suivre le cours de l'histoire, l'empire remplirait ainsi un rôle progressiste d'assimilation⁴⁰. L'argumentaire se rapproche de celui développé sur le rôle du capitalisme dans certaines colonies : l'occupation française capitaliste permet de faire avancer l'Algérie féodale. Marx, plus qu'Engels, est revenu comme on l'a souligné sur

38. Günter Fellner, « Ludo Moritz Hartmann, zwischen Bürgertum und Sozialdemokratie 1848 bis 1918 », *Zeitgeschichte*, oct. 1980-sept. 1981, pp. 83-108.

39. Roman Rosdolsky, *Zur nationalen Frage. Friedrich Engels und das Problem des « geschichtslosen » Völker*, Berlin, 1979.

40. Enzo Traverso dans Georges Labica (dir.), *Engels, savant et révolutionnaire*, Paris, PUF, 1997, pp. 205-216.

ces propos. Mais ils reflètent assurément un état d'esprit largement partagé.

C'est en réaction à ces approches et aux conflits récurrents entre les peuples de l'empire que l'un des principaux dirigeants de la social-démocratie autrichienne, Otto Bauer, a publié en 1907 un ouvrage important – *La question des nationalités et la social-démocratie* –, révisant ainsi le pronostic erroné selon lequel les « petits » peuples d'Europe centrale et leurs identités nationales allaient mécaniquement disparaître. Marqué par son contexte et de ce fait parfois difficile à aborder, l'ouvrage a été courageusement traduit et introduit en France à la fin des années 1980 après des efforts éditoriaux impulsés par Yvon Bourdet⁴¹. Dans un contexte de crise finale du « socialisme réel » et de désintégration de la Yougoslavie, peu de réflexions ont pu finalement se développer autour de ces thèses en France. Ajoutons que les problématiques impériales de l'Europe centrale n'ont jamais eu beaucoup de prise sur une gauche marquée par l'histoire d'une république « une et indivisible », aux problématiques fort éloignées de l'Autriche-Hongrie.

Pour comprendre le propos de Bauer, il faut revenir légèrement en arrière. Formellement, dans la partie

41. Otto Bauer, *La question des nationalités et la social-démocratie*, Paris, EDI, 1987.

autrichienne de l'empire, le parti était « supranational » et condamnait les « privilèges des nations ». Dans le programme fondateur d'Hainfeld de 1889, cela est très nettement souligné :

« Le Parti ouvrier social-démocrate en Autriche est un parti international, il condamne les privilèges des nations autant que ceux liés à la naissance, à la propriété, à l'origine et déclare que la lutte contre l'exploitation doit être internationale comme l'exploitation l'est elle-même »⁴².

En 1897, le parti se dote d'une structure fédérative associant six partis et reflétant la diversité de la composition de l'empire : les Allemands, les Tchèques, les Slovénes, les Polonais, les Italiens et les Ukrainiens-Ruthènes. Mais de fait après 1905 le parti « supranational » associant ces différentes structures ne se réunit plus : la « petite Internationale » a vécu.

Un des peuples de l'Autriche et présent dans les autres Empires allemand et russe est l'objet d'une attention toute particulière : le peuple polonais, bon exemple des problèmes rencontrés par les socialistes à l'échelle de plusieurs pays. Jaurès, on l'a vu, est plutôt favorable à l'autonomie de la Pologne dans un empire rénové. Rosa Luxemburg – juive polonaise investie dans la social-démocratie

42. Ernst Winkler, *Die österreichische Sozialdemokratie im Spiegel ihrer Programme*, Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1971, p. 18.

allemande – quant à elle, rompt ouvertement avec certaines positions de Marx et Engels qui défendaient, comme de nombreux révolutionnaires au XIX^e siècle, l'indépendance de la Pologne écrasée par le joug russe et décapitée par trois empires. Avec l'Irlande, il s'agit du principal pays pour lequel les maîtres du « socialisme scientifique » souhaitaient l'indépendance. Engels l'affirme nettement en 1882 :

« Deux nations en Europe ont non seulement le droit mais le devoir d'être nationales avant d'être internationales : les Irlandais et les Polonais. C'est lorsqu'ils sont bien nationaux qu'ils sont le mieux internationaux »⁴³.

Mais pour Rosa Luxemburg et toute une frange internationaliste, ajouter des frontières, c'est créer de nouvelles coupures artificielles entre des prolétaires devant s'unir par-delà les nations. Contribuer à en faire naître de nouvelles, c'est faire le jeu de la bourgeoisie. Elle affirme sans détour vouloir « réviser les conceptions vieillies de Marx sur la question polonaise pour ouvrir la voie du mouvement ouvrier polonais aux principes de la théorie marxiste »⁴⁴. Elle s'élève contre la revendication portée par une partie des socialistes polonais au congrès de l'Internationale socialiste

43. Friedrich Engels, *Marx Engels Werke*, Berlin, Dietz Verlag, 1967 (1882), t. XVI, p. 574.

44. Rosa Luxemburg, *Internationalismus und Klassenkampf*, Neuweid, Luchterland, 1971, p. 153 cité par Claudie Weill, *L'Internationale et l'autre. Les relations interethniques dans la Deuxième Internationale*, Paris, Arcantère, 1987, p. 11-12.

à Londres en 1896 qui souhaitaient l'indépendance de la Pologne. Elle s'y oppose car elle juge dépassé ce type de revendication à l'heure où le développement du capitalisme fait sauter les frontières.

On peut considérer que Otto Bauer s'inscrit au moins partiellement dans la continuité de Rosa Luxemburg⁴⁵, tout en proposant des options à la fois différentes et plus détaillées. Bauer réfléchit à une solution tenant compte de la réalité multiethnique de l'empire. Il reprend l'idée d'autonomie personnelle déjà développée par son camarade Karl Renner. Elle vise à résoudre l'enchevêtrement des multiples peuples en dissociant l'État et la nationalité, ouvrant la possibilité à chaque individu de l'empire de choisir une nationalité sans que celle-ci ne recouvre un territoire particulier. Il s'agit en quelque sorte d'appliquer au principe national ce qui fonctionne avec le choix d'une religion à l'échelle individuelle (là où évidemment celle-ci est autorisée de façon pluraliste). Renner développe cet exemple dans son *État et nation* (1899) :

« Des luttes séculaires ont enfin permis de se rendre compte qu'il n'est pas possible de concéder à l'Église des fonctions publiques, ou à l'État des fonctions ecclésiastiques. La paix s'est instaurée dès qu'on a ôté à l'Église la

suprématie territoriale en lui laissant la suprématie du culte, lorsqu'elle est devenue exclusivement ce qu'elle est conceptuellement : une association de personnes liées par la même foi, comme la nation est une association personnelle de ceux qui pensent de la même façon et tiennent les mêmes discours »⁴⁶.

Bauer souligne de son côté combien la nation n'est pas un territoire ni un processus fermé, mais une dynamique ouverte susceptible de connaître des changements importants au cours de son histoire :

« Mais en concevant le caractère national comme un morceau d'histoire figée, nous comprenons du même coup comment la science historique nous permet de contredire l'opinion de ceux qui estiment que le caractère national est immuable, qu'il est constant. À aucun moment, l'histoire d'une nation est achevée. Le sort en se transformant soumet ce caractère, qui n'est évidemment rien d'autre qu'une condensation du destin passé, à des changements continuels »⁴⁷.

En réponse à cette contribution, nombre de sociaux-démocrates réagissent, parfois pour y opposer une conception

45. C'est le point de vue développé notamment par Claudie Weill.

46. Cité dans *Les marxistes et la question nationale* [...], p. 223.

47. Cité dans *Les marxistes* [...], p. 244.

classique de la nation, fondée sur une entité géographique, historique et économique plus stable que ce qu'affirme Bauer. La réponse la plus abrupte et la plus célèbre est celle d'un bolchevik en charge de cette question, Joseph Staline, alors relativement peu connu, avec *Le marxisme et la question nationale* (1913) où est défini strictement ce qu'est une nation, à rebours de celle proposée par Renner et Bauer, affirmant qu'il s'agit d'une « communauté humaine historiquement constituée » ou encore une « communauté humaine stable ». En filigrane dans ce débat, le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », dont le principe sera appliqué en 1918 sur les ruines des empires emportés par la fin de la guerre, généralisé sous le double impact des principes de Woodrow Wilson et de Lénine. Ce dernier défend d'ailleurs ce principe bien avant le début de la guerre comme principe susceptible de faire éclater l'Empire russe, en même temps qu'il prône une « agitation dans les masses contre le pillage des colonies »⁴⁸.

Toujours est-il que, en Autriche comme en Allemagne, de fait on renonce aux revendications républicaines au profit d'un accommodement avec le régime en place. Bien sûr il ne s'agit pas pour Otto Bauer de défendre la monarchie des Habsbourg en soi mais *de facto* d'en

48. Lénine, *Le mouvement de libération nationale des peuples d'Orient*, Moscou, éditions en langues étrangères, 1967 (1908), p. 52.

conserver son cadre multiethnique pour être transformée en une « petite Internationale », pouvant prendre à terme une forme républicaine. Comme l'a judicieusement souligné Claudie Weill au sujet d'Otto Bauer : « le maintien de l'Autriche-Hongrie est pour lui synonyme d'ampleur de marché, garant d'unité de production assez vaste pour passer plus tard à la propriété collective »⁴⁹. Le théoricien autrichien reconnaîtra lui-même dans une préface à une édition de 1924 qu'à cette époque, il était convaincu de la possibilité de réformes intérieures grâce à l'impact de la Révolution russe de 1905 : « j'espérais que, subissant la pression de la Révolution russe qui embrasait les nations slaves de la monarchie, le conflit entre l'empereur et la coalition hongroise conduirait à une restructuration intérieure de l'empire »⁵⁰.

Mais de la théorie à la pratique, il y a loin : nombre d'historiens ont montré la prégnance du sentiment « *deutsch-national* » chez les sociaux-démocrates. Même si une minorité maintient la flamme d'un vigoureux internationalisme, la plupart partage les préjugés répandus contre les peuples slaves, tout particulièrement contre les Tchèques, le peuple le plus important de la partie autrichienne après les Allemands. À l'origine membre du même parti « supranational » que les Autrichiens, les Tchèques prennent leurs distances jusqu'à

49. Claude Weill, *op. cit.*, p. 49.

50. Otto Bauer, *op. cit.*, p. 21.

faire sécession après 1905 avec l'autonomisation de leur propre centrale syndicale. Lorsque Otto Bauer rédige son ouvrage, il assiste à cette autonomisation et sécession, sans parvenir à juguler les tendances profondes à l'œuvre.

L'empire multiethnique représentait bien d'une certaine manière un espoir. De fait l'Empire des Habsbourg n'offre point le même visage que celui du tsar, et la différence est évidente pour des socialistes envisageant des réformes politiques dans le premier quand il souhaite à tout prix l'effondrement du second. Au congrès de l'Internationale socialiste à Bâle en 1912, cette distinction est nette :

« Les socialistes d'Autriche-Hongrie doivent lutter aussi dans l'avenir pour que les fractions des peuples sud-slaves, dominés maintenant par la maison des Habsbourg, obtiennent à l'intérieur même de la monarchie austro-hongroise le droit de se gouverner eux-mêmes démocratiquement ».

Quant au tsarisme russe :

« Le tsarisme est l'espérance de toutes les puissances de réaction de l'Europe, le plus terrible ennemi de la démocratie européenne, comme il est le plus terrible ennemi du peuple russe. L'Internationale considère qu'amener sa chute est une de ses tâches principales ».

Après les épreuves de la guerre et la réduction de l'Autriche à un territoire très réduit, certains conserveront la mémoire d'un empire qui, s'il avait été réformé, aurait pu être viable. La nostalgie de l'empire, immortalisé à jamais par le roman de Joseph Roth dans *La marche de Radetzky*, a donc pu puiser aussi dans une mémoire « de gauche », aussi étrange que cela puisse paraître et difficile à comprendre selon les schémas français où la consolidation de la république à la fin du XIX^e siècle rend difficile la perception de ces débats. Prenant acte de la décomposition irrémédiable et définitive de la construction austro-hongroise, Otto Bauer et l'écrasante majorité de la gauche autrichienne n'auront de cesse alors de demander le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne pour réunir le peuple allemand.

Avant sa disparition, hors d'Autriche, les socialistes des pays de l'Est ne sont pas restés sans projets, et n'ont pas toujours opposé aux empires l'indépendance de leur nation. En réaction aux guerres balkaniques et à la décomposition avancée de l'Empire ottoman aboutissant à la création de nouvelles nations (l'Albanie est indépendante par exemple en 1912), autant de phénomènes menaçant d'embraser toute l'Europe, certains socialistes défendent le principe d'une fédération des peuples des Balkans. Celle-ci est pensée à l'origine comme une alternative à la menace ou à la domination des empires, notamment à la domination ottomane. Il s'agit d'anticiper l'effondrement de la Porte et de

proposer un projet de sortie de cet empire afin d'éviter la constitution d'une multitude de petites nations aux limites territoriales floues et complexes. Le projet devient un enjeu politique discuté par tous les socialistes à partir de 1908⁵¹, notamment à la suite d'un article de Karl Kautsky dans *Der Kampf*⁵² traitant spécifiquement de ce problème, en réponse à une demande qui lui était adressée des sociaux-démocrates bulgares. Kautsky admet qu'il est impossible de constituer une multitude de petites nations dans la région et prône pour ce cas particulier une structure fédérative. Puis plusieurs réunions vont discuter de ce projet entre socialistes grecs, roumains, bulgares et serbes sans qu'il ne débouche avant-guerre sur un aspect programmatique précis. Mais cette idée sera âprement discutée pendant la Première Guerre mondiale, puis reprise sous diverses formes dans les projets territoriaux des socialistes et communistes entre-deux-guerres et après 1945, sans finalement aboutir. La réflexion était pourtant avancée et réelle et mérite un regain d'attention, surtout au regard des découpages territoriaux et des tragédies ayant affecté les Balkans après 1989.

51. Nia Perivolaropoulou, « La fédération balkanique comme solution des problèmes nationaux : le projet social-démocrate (1909-1915) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 35, 1994, pp. 29-35.

52. Karl Kautsky, « Die nationalen Aufgaben der Sozialisten unter den Balkanslawen », *Der Kampf*, 1908, pp. 105- 110.

HISTOIRE DES EMPIRES, HISTOIRE MONDIALE SOCIALISTE EN GESTATION ?

Un dernier point mérite notre attention, celui de l'écriture de l'histoire par les socialistes. En interrogeant constamment leurs rapports politiques aux empires, ils ont été amenés à produire une histoire spécifique à leur sujet. L'Empire napoléonien incarne, on l'a vu, à lui seul une histoire singulière avec ses propres problématiques. Mais on remarque trop rarement que les socialistes de l'époque de Jaurès n'ont pas été insensibles au développement d'une « histoire mondiale » tenant compte de la succession des structures impériales à travers le temps.

Aujourd'hui, parallèlement à l'histoire des empires coloniaux et de ses renouvellements historiographiques, a émergé une « histoire globale » (*Global History*) avant tout d'inspiration anglo-saxonne et suscitant autant d'adhésions que de critiques⁵³. Mais plus qu'une nouveauté dépassant le

53. Pour une mise au point cf. Chloé Maurel, *Manuel d'histoire globale*, Paris, Armand Colin, 2014.

cadre habituel des histoires nationales qui auraient prédominé jusque-là, les problématiques âprement débattues dans l'historiographie contemporaine découlent en réalité de plusieurs siècles de débats autour de la notion « d'histoire universelle », voire « d'histoire mondiale » (*Weltgeschichte*). Ces débats ont été restitués récemment par l'historien Hervé Inglebert dans une impressionnante synthèse sur le sujet⁵⁴. L'Allemagne a notamment vu se développer une longue tradition de *Weltgeschichte* au XIX^e siècle où l'histoire des empires – histoire ayant souvent une fonction légitimante par rapport à une finalité, le Reich allemand – occupait une place primordiale : « la *Weltgeschichte* est une passion allemande depuis le Moyen Âge, car chaque génération a trouvé les moyens d'exprimer que les Allemands avaient un rapport particulier avec elle. L'insistance sur le rôle de l'Empire romain germanique [...], la valorisation des *Völkerwanderungen* (invasions barbares) qui mirent fin à l'Empire romain d'Occident, l'apparition de l'histoire comme discipline de Göttingen à Berlin, l'importance donnée [...] à la Réforme et à la *Weltpolitik* (politique mondiale de Guillaume II), furent autant de moyens de créer une tradition unique en Europe de familiarité entre un peuple et "l'histoire universelle" »⁵⁵.

Les socialistes de notre époque, ce qu'Inglebert souligne à notre sens trop peu, ont pris part à ce mouvement à leur manière. Convaincus qu'ils s'inscrivaient dans la continuité d'un « grand récit » de l'histoire humaine remontant aux premières luttes politiques et sociales de l'Empire romain, ils ont cherché à explorer le passé avec leur propre interprétation, alors souvent inspirée par le marxisme, souvent mâtiné d'un scientisme et d'un darwinisme caractéristiques de nombreux écrits de cette époque. N'oublions pas que le darwinisme est alors ouvertement revendiqué comme une source au moins aussi importante que le marxisme par les ténors du socialisme allemand, d'où souvent une conception très évolutionniste de l'histoire, ce qui n'empêche pas certaines innovations, notamment la mise en lumière des luttes sociales, jusqu'alors largement sous-estimées ou méprisées par l'histoire académique.

L'Histoire socialiste de la France contemporaine sous la direction de Jaurès (1900-1908) ne correspond qu'imparfaitement à ce type d'histoire. Originale quant à la méthode déployée (analyser en profondeur les soubassements économiques et sociaux sans oublier les autres aspects), l'histoire jaurésienne reste en apparence classique quant à son objet : la France depuis 1789. Mais l'histoire coloniale traverse notamment la partie sur la Révolution française écrite par Jaurès, évidence aujourd'hui, mais fait tout à fait exceptionnel à une époque où l'on pouvait sans problème

54. Hervé Inglebert, *Le monde, l'histoire. Essai sur les histoires universelles*, Paris, PUF, 2014.

55. *Ibid.*, p. 892.

écrire des milliers de pages sur la Révolution sans tenir compte de l'empire colonial, ou presque... Jaurès traite également des empires anglais et germaniques dans son récit, fait là encore assez rare pour être souligné⁵⁶.

D'autres productions entendent établir une histoire du socialisme envisagée dans son sens le plus large, afin de découvrir ses origines à travers un passé méconnu. Les Français ne sont pas absents du mouvement et l'un des premiers essais les plus remarquables en la matière est celui de Benoît Malon, sobrement intitulé *Histoire du socialisme*⁵⁷. Mais ce sont là encore les sociaux-démocrates allemands qui excellent en la matière : ils publient plusieurs contributions souvent traduites dans plusieurs langues, notamment à l'est de l'Europe⁵⁸. Un militant de gauche tchèque, bulgare ou russe d'avant 1914 connaît souvent l'histoire de l'Empire français non pas en lisant du Jaurès, mais du bréviaire allemand traduit dans sa langue...

Si l'histoire révolutionnaire, avant tout européenne, est logiquement prise en compte dans ces contributions, elle ne s'y

limite pas pour autant. Et malgré sa forte inclinaison téléologique, ce type d'histoire suscite par exemple une ouverture et un intérêt en direction des sociétés anciennes et des empires du passé. Un épisode particulier de l'Empire espagnol au XVII^e siècle jouit d'un intérêt tout particulier : celui de l'éphémère province du Paraguay contrôlé par les Jésuites, qui instaurèrent une société plus égalitaire et une juridiction favorable aux Indiens. L'épisode était déjà prisé par des auteurs aussi variés que Voltaire, Chateaubriand ou Gobineau. À leur suite, en s'intéressant particulièrement aux aspects sociaux du processus, Lafargue et Kautsky y voient des « précurseurs » du socialisme et les intègrent à leur grand récit⁵⁹. D'autres exemples du même type pourraient être cités, notamment sur les origines du christianisme et son évolution dans l'Empire romain, dans la continuité de l'attention d'Engels sur le « christianisme primitif »⁶⁰ et ses rapports à la structure impériale. Les manuscrits récemment exhumés de Rosa Luxemburg sur les premiers empires, notamment l'Empire inca qui fascinait aussi Lafargue, participent du même processus⁶¹.

Certes, cet intérêt se traduit avant tout par une mise en avant de l'économique et du social, non sur une réflexion

56. Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la révolution française*, Paris, Éditions Sociales, 2015 (1900-1904), t. 3.

57. Benoît Malon, *Histoire du socialisme depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours ou efforts des réformateurs et des révoltés à travers les âges*, Paris, Derveaux, 1882-1886.

58. Cf. par exemple la liste exhaustive des traductions des textes historiques de Karl Kautsky dans Werner Blumenberg, *Karl Kautskys literarisches Werk*, Mouton, La Haye, 1960.

59. Karl Kautsky, *Die Vorläufer des neueren Sozialismus*, Dietz, Stuttgart, 1895.

60. Friedrich Engels, « Zur Geschichte des Urchristentums », 1894-1895 dans *Marx Engels Gesamtausgabe*, op. cit., p. 277.

61. Rosa Luxemburg, *The Complete Works. Economic Writings Vol. 1*, London/New York, Verso, 2013, pp. 331-338.

approfondie de la façon dont pouvait fonctionner un empire et ses marges. Mais avec toutes leurs limites, ils donnent à penser aux militants aguerris et lecteurs sur les « impérialismes » des siècles précédents. Qui plus est, certains ouvrages comme celui d'Otto Bauer sur les nationalités présentent un portrait détaillé d'un empire et de son histoire. Si Bauer écrit pour des raisons politiques précises pour tenter de résoudre le problème des nationalités, on aurait tort d'y voir une simple œuvre de propagande politique n'intéressant que les historiens du socialisme et de l'Empire austro-hongrois. Car le théoricien de la social-démocratie autrichienne recherche dans l'histoire approfondie des différents peuples de l'empire les possibilités de leur coexistence. À ce titre, son propos constitue une déclinaison socialiste d'autres tentatives inspirées par le sommet de l'empire. Celui-ci avait à cœur de faire vivre ensemble des peuples aux destinées fort différentes et, pour cela, lancé une encyclopédie dont l'objectif avoué était de définir une communauté de destin⁶². De tels efforts participent incontestablement à une meilleure connaissance du passé : prenant le contre-pied de la caractérisation des « peuples sans histoire », Bauer pense au contraire que le récit historique peut contribuer à mieux saisir les dynamiques politiques dont

62. Hans Petschar, « Die Österreichisch-Ungarische Monarchie in Wort und Bild. Staatspatriotismus und Staatsutopie im Kronprinzenwerk », *Austriaca*, n° 73, décembre 2011, pp. 49-76.

ces peuples peuvent être porteurs. Moins stimulante que la belle plume de Joseph Roth, celle de Bauer, au ton militant et pédagogique, a assurément mal vieilli. Mais pour peu que l'on surmonte une prose d'un abord un peu aride, on est plongé dans l'univers fascinant de l'histoire de la mosaïque des peuples de l'empire centre-européen.

CONCLUSION : LE LEGS DES EMPIRES

Il resterait bien sûr à offrir un panorama nettement plus exhaustif que cet essai, en intégrant de façon bien plus substantielle les autres réalités impériales, notamment celle de l'Empire britannique, même si la faiblesse des courants socialistes en Grande-Bretagne place moins cet empire au centre des débats de l'Internationale socialiste. Au-delà d'une nécessaire synthèse plus aboutie, il semble que personne n'ait étudié avec l'attention qui s'impose les différentes représentations de « l'Orient » chez les socialistes, non à travers seulement ses principaux représentants, mais dans l'imaginaire du milieu socialiste qu'il recouvre. La tendance à se focaliser sur les principaux théoriciens et les débats de congrès masque certainement des appréciations différentes, où le poids de « l'orientalisme » tel que le définit Said est peut-être plus important. Demeure une intuition profonde, notamment chez Bauer, qui mérite encore attention : le décrochage entre la nationalité et le territoire, idée phare dans un monde où les mobilités volontaires ou contraintes se multiplient.

Quant aux débats sur l'impérialisme, ils semblent avoir certes par certains aspects bien vieillis, mais la question demeure : comprendre comment et pourquoi certains pays, encore désignés comme des empires, dominent le monde politiquement et économiquement. Les travaux de William Robinson sur la question de la nature de la nouvelle classe dominante mondiale héritent de ces débats et tentent de penser subtilement les interactions entre nations, mondialisations, et classes dirigeantes⁶³.

D'autres réflexions ont cherché, à l'aune de la construction européenne, à repenser les structures impériales d'avant 1914. L'Europe actuelle a pu être pensée et rêvée comme un Empire austro-hongrois qui aurait subsisté et fonctionné⁶⁴. Ou bien, au contraire, notamment ces deux dernières années, les analogies pointent le fait que l'Union européenne et ses frontières (Serbie, Ukraine...) risquent de subir le même sort que l'Autriche-Hongrie. C'est ouvrir le champ d'un débat directement politique dont on ne peut traiter ici. Mais, en la matière, l'existence même de ces débats les plus récents montre que l'on ne perdra pas de temps à se replonger dans les controverses entre socialistes des deux siècles précédents.

63. William Robinson, *Global Capitalism and the Crisis of Humanity*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

64. Cf. les contributions de Thierry Menissier (dir.) dans *L'idée d'empire dans la pensée politique, historique, juridique et philosophique*, Paris, L'Harmattan, 2006.

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-087-8

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS

www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETS GRAPHICS
Imprimé en France par l'imprimerie BURELOR
OCTOBRE 2015

JEAN-NUMA DUCANGE

Jaurès, Les socialistes européens et la question impériale

Du temps de Jaurès, les socialistes européens sont confrontés à l'existence de multiples empires : Reich allemand, Empire austro-hongrois, Empire ottoman, empire du tsar... et bien évidemment les empires coloniaux. À la charnière de ces différents mondes, la question des nationalités se pose avec acuité : comment les socialistes français et leurs amis allemands et autrichiens ont-ils bâti une réflexion historique et une action politique sur ces sujets ?

Jean-Numa Ducange est maître de conférences en histoire contemporaine (GRHIS-Rouen). Il travaille sur l'histoire croisée des socialismes français et germanophones. Il a notamment publié une anthologie de textes de Jean Jaurès (Le Livre de Poche, 2014) et un volume de ses œuvres (avec Marion Fontaine, Fayard, 2014).

www.jean-jaures.org



ISBN : 978-2-36244-087-8

6 €

Fondation
Jean Jaurès